

Les peuples ou les marchés financiers ?

Les gouvernements doivent choisir !

Le G8 rassemble les dirigeants les plus puissants du monde, il se réunira les 26 et 27 mai à Deauville dans une période de crise et de grande instabilité dans le monde.

Leur discours sera de dire que la grande crise est dépassée compte tenu du redressement de quelques données économiques, mais la vie réelle leur donne tort.

Les véritables causes de la crise n'ont pas été traitées, le casino n'a pas été fermé.

Les discours de Sarkozy et d'autres dirigeants, n'ont pas été suivis d'actes. Les paradis fiscaux qui n'ont pas été sérieusement touchés, les marges de manœuvres des marchés financiers et grandes banques n'ont pas été restreintes. L'agriculture, toujours soumise à la spéculation engendre famine et malnutrition, le commerce international, régi par la guerre économique avec les spéculations sur les monnaies et matières premières qui met le monde en danger. L'existence même du G8 est une expression de la crise de la démocratie dans un monde où les institutions internationales censées représenter les 192 pays sont relégués au second rang.

Le FMI, s'invitait dans le passé au chevet des pays du Sud rendus malades de la dette, il est entré aujourd'hui en pleine action dans le Nord, notamment dans l'Union européenne. L'omniprésence du FMI illustre à quel point le monde dans son ensemble est secoué par une grande crise.

Crise de la dette publique : la plus visible et la plus nocive pour les sociétés.

Les banques et les marchés financiers ont été sauvés par les États, et voilà qu'aujourd'hui ceux-la même les prennent en otage. Les États n'ont pas pris soin de mettre en place des contrôles, des moyens pour que cet argent serve à développer l'emploi, les productions, la recherche et les services socialement et écologiquement utiles.

Pour les populations, c'est la double peine.

Après des années de dégradation en raison des politiques néolibérales, les populations subissent

les effets directs de la crise financière (chômage, appauvrissement, précarisation...). Elles sont maintenant touchées par la régression sociale que les gouvernements entendent leur imposer. Les plus vulnérables - notamment les femmes, les jeunes, les migrants, les précaires - déjà très durement touchés, seront plongés dans des situations encore plus dramatiques.

Le PCF lutte pour une autre logique, le seul moyen de trouver des solutions

L'exigence de justice sociale et la soif de démocratie s'expriment partout dans le monde. La confrontation avec le G8 présidé cette année par la France doit devenir un moment de contestation, de convergence entre les peuples du Sud et du Nord, mais aussi de désaliénation face à la « pensée néolibérale » qui accompagne le capitalisme financiarisé et globalisé. Partout, au Nord comme au Sud, il s'agit d'ouvrir les voies d'un nouveau type de développement humain. Ne laissons pas les droites populistes et extrêmes s'emparer des divisions et ressentiments que produisent les logiques à l'œuvre. Argumentons et rassemblons en faveur d'une logique radicalement alternative.



Coopération, justice sociale et démocratie en sont les maîtres mots.

Quelques soient les thèmes abordés au G8 – sécurité, santé, Afrique, internet, migrations, nucléaire – il ne peut y avoir de réponses justes et démocratiques dans le cadre des logiques actuelles. Des alternatives, des régulations innovantes et contraignantes, basées sur la coopération, la justice sociale, la démocratie et la solidarité émergent dans les luttes contemporaines. Dans l’immédiat, il faut s’opposer aux diktats des banques, comme cela a été fait dans plusieurs pays.

On doit donner un contenu de coopération et non de guerre économique aux accords entre l’UE et d’autres pays et régions du monde.

- ✓ On peut nourrir la planète en libérant l’agriculture de la domination financière.
- ✓ On doit soutenir l’Afrique en respectant ses peuples et ses ressources.
- ✓ On peut assécher la spéculation par des régulations contraignantes et par une autre répartition des richesses en pénalisant les actionnaires, spéculateurs et autres fonds.

Tout cela suppose des réformes de rupture en faveur d’un nouveau modèle de développement social et écologique, un changement de politique en France, en Europe et au niveau des institutions internationales.

La campagne nationale intitulée « *Front uni contre la vie chère* » disant stop aux dogmes de la privatisation et de l’austérité, exigeant la taxation des profits et de la spéculation est une contribution aux nécessaires luttes dans le monde dans le sens d’une civilisation solidaire.

Le PCF participe à la coalition unitaire « Les peuples d’abord, pas la finance » et sera présent, ainsi que les autres composantes du Front de Gauche et le PGE dans la manifestation Au Havre le 21 mai.



Avec le Front de gauche mettons nos forces en commun